



Les activités économiques très affectées par la crise sociopolitique au Togo

La crise sociopolitique togolaise affecte dangereusement les activités économiques. C'est ce qui ressort d'une enquête réalisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) en collaboration avec le Conseil National de Patronat du Togo (CNP).

D'après les résultats de l'enquête publiés ce jeudi 12 avril à Lomé, il ressort que sur les 912 entreprises enquêtées (dont 348 localisées en région), 71,93 % déclarent une baisse de leurs chiffres d'Affaires au second semestre de 2017. 82,77 % des entreprises déclarent une baisse de leur résultat et incriminent la crise sociopolitique. Seulement 15,25 % des entreprises interrogées enregistraient une tendance à la hausse de leurs chiffres d'affaires.

Par ailleurs, 79,82 % des entreprises considèrent que la crise sociopolitique est défavorable (45,18 %) voire très défavorable (34,65 %) à leurs activités. Une minorité (7,35 %) déclare un chiffre d'affaires à la hausse au second semestre 2017 et 74,34% des entreprises déclarent avoir actuellement une mauvaise situation financière.

La finalité de cette enquête est de tirer sur la sonnette d'alarme auprès des acteurs politiques sur la situation

économique déplorable que vivent les opérateurs économiques dans le pays depuis le déclenchement de la crise le 19 Août 2017.

Pour le Président de la CCIT, « *tant que la situation sociopolitique ne sera pas réglée dans le pays, on aura beau crier l'amélioration du climat des affaires au Togo, les investisseurs ne viendront jamais* ». Germain Meba prône l'entente entre pouvoir et opposition et appelle chaque acteur à « *mettre de l'eau dans son vin* ».

« *Le pouvoir a intérêt à rassurer les investisseurs et les opérateurs économiques, de même l'opposition ne pourra pas accéder au fauteuil pour gouverner un pays dont l'économie est à terre* », a-t-il fait savoir.

Selon le vice-président du CNP-Togo, si la crise s'accroît, elle va entraîner des conséquences regrettables pour le pays en termes sociaux (chômage, licenciement), d'insécurité (vol, braquage, formation d'associations de malfaiteurs), et consacrera le ralentissement du développement.

Espoir Améhoassi